

Zeitschrift: Cahiers du Musée gruérien
Herausgeber: Société des Amis du Musée gruérien
Band: 12 (2019)

Artikel: Air pur et convalescence en Haute-Gruyère : quand l'État de Fribourg planifiait aux Sciernes d'Albeuve
Autor: Pernet, Pascal
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1048007>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Originaire de Montbovon, **Pascal Pernet** (1985) a obtenu un master en lettres à l'Université de Fribourg. Son travail de fin d'études traite de la lutte contre la tuberculose dans le canton de Fribourg. Il est actuellement chef du Service de la jeunesse de la ville de Bulle.

Air pur et convalescence en Haute-Gruyère Quand l'État de Fribourg planifiait aux Sciernes d'Albeuve

Les Sciernes d'Albeuve ont accueilli de nombreuses institutions de santé au cours du XX^e siècle. Afin de comprendre la force d'attraction du hameau gruérien pour les institutions de convalescence, de repos, de soins et d'accompagnement sociomédical au XX^e siècle, il faut paradoxalement revenir sur l'histoire d'un établissement qui n'a jamais vu le jour : le Sanatorium des Lys. Initié par le conseiller d'État Georges Python au début du XX^e siècle, ce projet, jamais réalisé, a durablement marqué la vie sociale, culturelle, économique ainsi que la physionomie du hameau gruérien. L'histoire du Sanatorium des Lys explique en partie l'édification, en 1966, du Préventorium cantonal pour enfants aux Sciernes d'Albeuve, présenté dans la deuxième partie de cet article.

Au début du XX^e siècle, la tuberculose fait plus d'une victime par jour dans le canton de Fribourg. Cette maladie, entourée de peur et de honte, est incurable et seul le séjour en sanatorium permet de soulager les patients. Les cures d'air pur et de soleil, une alimentation abondante et des conditions hygiéniques adéquates sont, durant la première moitié du XX^e siècle, les moyens thérapeutiques indiqués pour fortifier les défenses naturelles et contenir la tuberculose. De plus, l'hospitalisation en sanatorium permet d'éloigner les malades afin d'éviter les risques de contagion.

Bien plus qu'une léproserie moderne, le sanatorium est le témoignage d'une volonté étatique de planification sanitaire, « une étape décisive dans l'organisation de la prise en charge des malades par la collectivité¹ ». Préfiguration de l'hôpital d'aujourd'hui, le sanatorium est une institution moderne, hygiénique, placée sous la direction de médecins qualifiés. Les actions du conseiller d'État Georges Python pour la création d'un hôpital et d'un sanatorium cantonal sont à situer dans ce contexte.

¹ BARDET Jean-Pierre, BOURDELAIS Patrice, GUILLAUME Pierre, LEBRUN François (sld) : *Peurs et terreurs face à la contagion*. Paris, Fayard, 1988, pp. 218-219.

Les Sciernes d'Albeuve : «Aussi pittoresque que salubre»

Le choix de l'emplacement du sanatorium se porte sur les Sciernes d'Albeuve. Les arguments qui mènent le Conseil d'Etat et le Grand Conseil à cette conclusion sont de nature différente. Premièrement, le site présente des avantages logistiques intéressants : grâce aux lignes de chemin de fer Châtel-Bulle-Montbovon et Montreux-Zweisimmen, l'accès au sanatorium est assuré. Deuxièmement, les Sciernes d'Albeuve bénéficient, selon les experts, de conditions climatiques et d'une situation géographique propices à la guérison des tuberculeux. Cet endroit est bien exposé au soleil, à l'abri du vent, il n'y pleut pas excessivement et le brouillard y est très rare². Le journal *La Liberté* l'exprime ainsi : «Le pays de Gruyère est une espèce d'Italie alpestre, chaude, plantureuse et salubre ; il n'y a presque pas de brouillard et de brume. Dans les beaux jours, tous les objets, les arbres, les maisons y sont enveloppés d'une atmosphère lumineuse et un air très pur circule dans ce pays ensoleillé³.»

Certains députés ne sont pas insensibles à ce genre d'arguments : «Le site présente l'avantage des reposantes perspectives de la belle vallée de la Haute-Gruyère. Les forêts qui l'avoisinent forment un verdoyant encadrement, aussi pittoresque que salubre⁴.» En résumé, selon *La Liberté*, aux Sciernes d'Albeuve «tout concourt à assurer les succès de cette œuvre humanitaire : air pur et vivifiant, situation paisible et abritée, beauté des sites et poésie des souvenirs historiques [...] Là pourraient s'élever de modestes sanatoriaums populaires, accessibles à la classe ouvrière et aux familles pauvres où la tuberculose exerce tant de ravages⁵.»

Ces discours s'inscrivent dans une tendance générale très marquée en Suisse depuis la fin du XIX^e siècle qui prête à la montagne de fortes vertus purificatrices, vivifiantes et réconfortantes. Élément constitutif de l'identité nationale suisse, la montagne symbolise la force et la robustesse. Convaincus d'une moindre présence de la tuberculose en altitude, les Suisses lancent la mode des sanatoriums de montagne. Par opposition, la plaine est considérée comme un endroit où les miasmes, le brouillard et l'air vicié font le lit des maladies de toutes sortes. La ville, quant à elle, favorise la promiscuité et porte en elle tous les vices de la civilisation. Repris par les auteurs littéraires, Thomas Mann en chef de file, le lien entre guérison et séjour en montagne est

«Depuis quelque temps, on a entrepris un peu partout la lutte contre la tuberculose qui étend de plus en plus ses ravages. Si les Fribourgeois qui se trouvent dans l'aisance ont pu bénéficier d'un traitement en sanatorium, il faut reconnaître qu'un bon nombre de nos concitoyens atteints par la terrible maladie en ont été privés, faute de ressources suffisantes.»

AEF, Protocole du Conseil d'Etat, le 26 avril 1910

² AEF, DIP, 351.

³ *La Liberté*, 6 mars 1906.

⁴ Session ordinaire, mai 1910.

⁵ *La Liberté*, 6 mars 1906.

« Les Sœurs qu'on veut nous imposer n'ont point concouru à l'examen et elles n'ont point leur brevet. Les écoles qu'elles dirigent sont reconnues plus faibles que les écoles dirigées par des Institutrices laïques. Le conseil communal et la commission d'école regrettent à l'unanimité l'adoption d'une Sœur enseignante pour l'école des filles à Albeuve. »

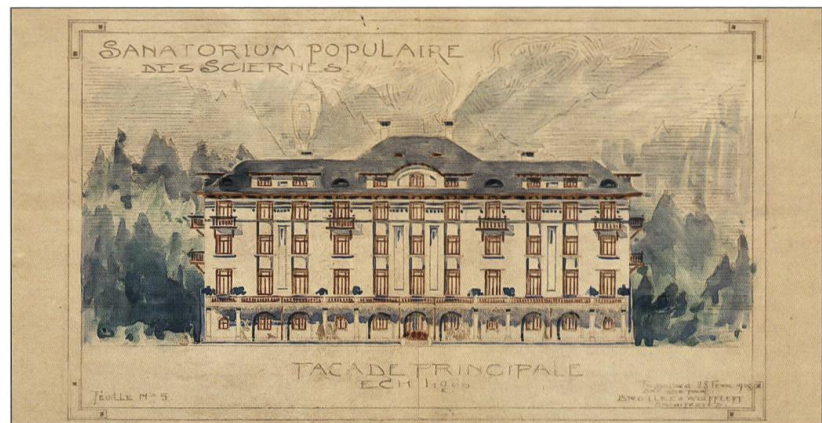
AC Albeuve, Protocole de l'Assemblée communale du 29.09.1907

Sanatorium des Lys selon les plans de 1908 (AEF : DIP 351)

survalorisé. Le sanatorium de montagne, plus qu'une véritable assurance de guérison, représente alors l'espoir d'un sursis⁶. Ainsi, le canton semble avoir trouvé aux Sciernes d'Albeuve sa *Montagne magique*.

Démarches et échecs

Les premières démarches concrètes entreprises pour l'érection du Sanatorium cantonal au début du XX^e siècle reflètent les structures de l'État fribourgeois et les ambitions de son leader Georges Python qui prévoit dans ses plans universitaires de munir la faculté de médecine de cliniques modernes et d'un sanatorium. Python fait venir tout d'abord de Tours la congrégation des Sœurs de la Charité dominicaine de la Présentation de la Sainte-Vierge⁷. Contre la volonté des habitants de la commune d'Albeuve, il installe les sœurs en 1903 aux Sciernes d'Albeuve. Elles y reprennent l'enseignement primaire qui était en mains laïques.



L'achat du terrain prévu pour la construction se révèle compliqué. Les propriétaires rechignent à le céder et proposent des prix élevés⁸. Surtout, les divergences de point de vue amènent les sœurs des Sciernes à rompre le partenariat avec l'État de Fribourg. Les plans qui sont présentés en 1908 à la sœur supérieure sont tout à fait démesurés pour les capacités financières de la congrégation. Le coût de construction de 300 000 francs est trop élevé. Alors que Python prévoit un sanatorium de soixante lits, les sœurs n'en désirent pas plus de vingt : « Ces Messieurs ont cru avoir affaire à une Société alimentée par une banque, ou par de nombreux actionnaires. Il n'en est rien. Nos ressources sont trop limitées pour aborder de pareils projets⁹. »

⁶ GUILLAUME, Pierre : « Tuberculose et montagne. Naissance d'un mythe » in : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N° 30, 1991, p. 34.

⁷ AEF, DIP 351, Sanatorium des Sciernes d'Albeuve.

⁸ AEF, *Bulletin du Grand Conseil*, Intervention Python, le 10 mai 1910.

⁹ AEF, DIP 351, Sanatorium des Sciernes d'Albeuve.

Le désaccord entre Python et les sœurs se situe également dans la question de la clientèle visée. Alors que les sœurs ne souhaitent que des femmes et des enfants, l'État prévoit plutôt un établissement mixte. Cette collaboration se solde par un échec.

Georges Python s'adresse dès lors à une congrégation dont les moyens financiers sont plus importants. Les Sœurs hospitalières de Notre-Dame de Clermont proposent de prêter à l'État la somme de 300 000 francs, remboursable en huitante ans à un taux d'intérêt modeste de 3,5 %. Les sœurs « étant dans une période de luttes et de difficultés en France » espèrent en contrepartie « le secours et l'hospitalité » du canton de Fribourg¹⁰. La convention entre Python et la sœur supérieure est signée en février 1910, sans que la question du sanatorium n'ait jamais fait l'objet d'un débat démocratique. Python mène le projet en autocrate.

Il se voit tout de même contraint, afin de rembourser ce montant de 300 000 francs, de proposer au Grand Conseil de prélever une somme équivalente sur le fonds de l'Hospice cantonal et de la placer dans les usines hydroélectriques de Montbovon à un taux d'intérêt supérieur (4,5 %)¹¹. L'excédent, à son tour capitalisé, rapporte à l'État le montant nécessaire au remboursement des 300 000 francs. Le 10 mai 1910, le Grand Conseil, séduit par l'éloquence des chiffres, approuve la solution proposée¹². Deux ans plus tard, alors que les élus autorisent un crédit supplémentaire de 70 000 francs pour la route qui mène au futur Sanatorium cantonal, les avis sont très optimistes : « La nouvelle œuvre qui nous est proposée aujourd'hui se présente sous des auspices particulièrement favorables¹³. » La coopération avec la congrégation de Notre-Dame de Clermont apparaît à cette date comme un succès pour Python. Toutefois, le projet de la route est beaucoup plus cher que prévu et retarde encore le début des travaux. Les sœurs se méfient d'un possible échec de l'entreprise et ne versent pas la totalité du prêt. En décembre 1912, n'ayant toujours pas obtenu l'asile qu'elles sollicitent¹⁴, elles se disent « très déçues de ne tirer aucun avantage des sacrifices faits en faveur de l'œuvre de Python¹⁵ ».

En 1913, sous le coup des critiques liées aux scandales de la Banque de l'État, Python trouve en la personne de Jean-Marie Musy, son rival, un farouche contradicteur dans le projet de l'Hôpital cantonal. Musy n'est pas partisan des

¹⁰ AEF, DIP 351, Lettre de la sœur supérieure à Georges Python, le 15 décembre 1912.

¹¹ AEF, *Protocole du Conseil d'État*, le 19 avril 1910.

¹² AEF, *Bulletin du Grand Conseil*, le 10 mai 1910.

¹³ *Idem*, Rapport Diesbach, le 12 mai 1912.

¹⁴ Les sœurs avaient fait la demande de s'installer à l'école de Montbovon en attendant.

¹⁵ AEF, DIP 351, Lettre de la sœur supérieure à Georges Python, *op. cit.*



combinaisons financières de Python qui mettent, selon lui, le caractère public du Sanatorium cantonal en danger : « Il faut que nos malades sachent qu'ils mangent le pain du canton et non d'une société privée. Si l'institution est remise en main privée, l'État n'aura plus de contrôle¹⁶. » Il pense que les cliniques du projet hospitalier de Python seront beaucoup trop coûteuses pour le canton et préfère la solution d'un seul hôpital modeste abritant sous un seul toit toutes les cliniques prévues. Sans ménager Python, il déclare au Grand Conseil le 13 mai 1913 : « Je constate donc qu'on nous propose le système le plus coûteux [...] On voit trop par les yeux de gens qui regardent à travers la lentille grossissante de la mégalomanie¹⁷. »

La pointe lancée par Musy s'inscrit certes dans les relations tendues qu'entretiennent les deux hommes. Mais elle est également représentative d'une certaine lassitude du Grand Conseil qui « s'insurge contre l'idée de prévoir un surcroît de dépenses¹⁸ ». Les restrictions budgétaires liées au début de la guerre auront finalement raison du premier projet du Sanatorium cantonal des Lys aux Sciernes d'Albeuve.

Installée aux Sciernes sur l'initiative de Georges Python pour un projet mort-né, la congrégation des Sœurs dominicaines fait finalement construire en 1933 le Rosaire, non sans demander l'intervention de Jean-Marie Musy, président de la Confédération, afin d'obtenir les subventions fédérales en vertu de la loi sur la lutte contre la tuberculose de 1928¹⁹. Dès leur arrivée en 1903, les sœurs ont accueilli également des enfants, majoritairement venus de France, en cure d'air pendant l'été dans l'établissement que l'on appelait Le chalet des enfants.

Le Préventorium fribourgeois pour enfants : soixante ans plus tard...

Après la Seconde Guerre mondiale, les pays occidentaux mobilisent de plus en plus de ressources pour la santé publique. L'État de Fribourg aussi, sous la pression de la Confédération et en réaction à une comparaison intercantonale peu flatteuse, se résout à une attitude plus active. Il avait laissé pendant plus d'un demi-siècle la Ligue contre la tuberculose seule face à cette maladie. En 1946, il achète un établissement à Leysin, le Sanatorium de Vermont, qui sera remplacé dans les années cinquante par la Clinique

¹⁶ AEF, *Bulletin du Grand Conseil*, Intervention Musy, le 20 mai 1913.

¹⁷ *Idem*, Intervention Musy, le 13 mai 1913.

¹⁸ *Ibid.*, Intervention Morard, le 20 mai 1913.

¹⁹ Dspa 686-7 Préventorium des Sciernes d'Albeuve pour dames jeunes filles et enfants.

d'Humilimont à Marsens. Avec ces deux établissements, il répond en partie à la question des hospitalisations des tuberculeux adultes.

Le canton a une attitude moins attentiste en ce qui concerne la santé des enfants puisqu'il instaure, en 1919, l'assurance-maladie obligatoire pour les élèves fribourgeois: la Mutualité scolaire. Cette institution permet à des milliers d'enfants de bénéficier d'un soutien financier pour un traitement en sanatorium ou une cure en préventorium. Fondé en 1919 à Leysin par la Ligue fribourgeoise contre la tuberculose pour préserver les enfants de cette maladie, le premier préventorium fribourgeois est rapidement remplacé en 1923 par Le chalet des enfants à Pringy. Depuis son ouverture jusqu'à dans les années soixante, cet établissement, dont l'objectif principal consistait à fournir à des enfants, pré-tuberculeux, chétifs, rachitiques, mal nourris, un environnement propice au développement de meilleures défenses immunitaires, accueille près de 4000 enfants pour des séjours de trois ou quatre mois. Devenu vétuste et trop petit, le bâtiment ne correspond plus, dans les années soixante, aux normes d'une institution moderne de santé.

Installées aux Sciernes depuis 1903, les Dominicaines de Tours avaient également acquis, à travers leurs établissements de cure, une expérience certaine et une bonne réputation dans le domaine de la lutte contre la tuberculose. Ainsi, le Conseil de fondation du Préventorium fribourgeois, présidé depuis sa fondation en 1961 jusqu'à sa dissolution en 1996 par le conseiller d'État en charge de la santé publique, se tourne logiquement vers les Sciernes d'Albeuve pour établir un nouveau Préventorium cantonal desservi par la congrégation française. Il ouvre ses portes en octobre 1966.

« Les enfants ne peuvent pas ne pas être heureux dans une telle maison. Ils y vivent dans l'air, la lumière, l'espace... on ressent une impression de calme... il y a là un bon goût qui ne peut qu'avoir un effet favorable sur les enfants. »

***La Liberté*, 3 octobre 1966.**



Inauguration du Préventorium des
Sciernes d'Albeuve, juillet 1966
© Pierre Charrière Musée gruérien

« En cas de difficulté, la Sœur supérieure est autorisée à contrôler les lettres envoyées par les enfants. Elle ne les retiendra pas, mais elle est cependant autorisée à y ajouter d'éventuels commentaires. »

Règlement interne, AEF, Mutualité scolaire 318

Une institution entre modernité et conservatisme

Le Préventorium des Sciernes s'inscrit dans une certaine continuité par rapport aux principes qui avaient marqué le quotidien de l'établissement de Pringy. La responsabilité de la gestion quotidienne de l'établissement est déléguée à une congrégation religieuse, ce qui correspond à une tradition bien établie dans le canton de Fribourg. Le personnel laïque travaillant au préventorium dispose de très peu de marge de manœuvre dans l'exercice de leur mission. Selon le conseil de fondation, « les sœurs ne font aucune confiance au personnel laïque. Elles vivent encore dans cette mentalité que celui-ci lui est nécessairement inférieur et qu'il a besoin d'être contrôlé et dirigé en permanence²⁰. » Par exemple, la cuisinière n'a pas la clé de l'économat : à chaque fois qu'elle a besoin d'un kilo de sucre ou d'autres marchandises, elle doit d'abord rechercher la sœur supérieure et se faire accompagner par celle-ci dans les dépôts. Même l'organisation des loisirs dépend entièrement de la communauté religieuse : « La bibliothèque se trouve entièrement dans le bureau de la sœur supérieure alors qu'un local pourrait être destiné à cet effet et que l'un des employés pourrait assumer la responsabilité de l'entretien et des prêts des livres²¹. »

Les enfants y vivent au rythme d'une éducation morale et religieuse rigoureuse. Pour le Conseil de fondation, les enfants « doivent être soignés dans un établissement fribourgeois et dans un milieu qui corresponde aux principes de l'école chrétienne²² ». L'établissement a sa propre chapelle dont l'autel est consacré par M^{gr} Charrière. Le préventorium propose un programme commun à tous les enfants du matin au soir. Il y a peu de libertés et même les lettres des enfants sont censurées.

Cela dit, l'établissement se distingue néanmoins par certaines caractéristiques tournées vers la modernité. Le bien-être et la sécurité des enfants sont mis en avant : on trouve, par exemple, dans une salle de jeux, des chaises de différentes hauteurs adaptées à l'âge des enfants et le bâtiment prévoit des chambres séparées selon l'âge des enfants.

De plus, le Préventorium des Sciernes dispose de sa propre école pour laquelle une institutrice bilingue est engagée et payée par la Direction de l'instruction publique et des salles de classe conformes aux standards de l'époque sont intégrées au bâtiment. Chaque enfant séjournant au préventorium bénéficie d'un enseignement individualisé en

²⁰ AEF, Mutualité scolaire, Procès verbal de la séance du conseil de fondation, le 9 mars 1972.

²¹ *Ibid.*

²² AEF, Mutualité scolaire 297, Rapport sur préventorium de Pringy et problèmes de l'aérium des Sciernes d'Albeuve, 1959.

petits groupes de 6 à 8 élèves, d'au moins deux heures par jour. Au Chalet de Pringy, l'école était dispensée de manière beaucoup plus aléatoire, dans la salle à manger, en fonction des disponibilités des sœurs.

À la recherche de pensionnaires

Dans les années soixante, le recul de la pauvreté, le développement de logements salubres, l'avènement de l'État social garantissant peu à peu l'accès aux nouveaux traitements médicamenteux. De plus, les campagnes de vaccinations au BCG font nettement reculer la tuberculose. Les préventoriums, tout comme les sanatoriums, perdent peu à peu leur raison d'être. Cette situation avait déjà été reconnue en 1955 par la commission chargée de l'établissement d'un préventorium pour enfants : « Il est possible, sans optimisme excessif, de voir la tuberculose disparaître des enfants et des adolescents dans une dizaine d'années²³. »

Dès lors, il n'est pas étonnant que l'établissement, ouvert enfin en 1966, reste très largement sous-occupé. Seuls les mois estivaux, lorsque les classes n'ont pas lieu, connaissent un taux d'occupation satisfaisant. Pour inverser la tendance, diverses circulaires, signées par le conseiller d'État en charge de la santé, sont envoyées aux corps enseignant et médical. On y vante les vertus réparatrices des cures en altitude pour les enfants, les « conditions climatiques exceptionnelles des Sciernes d'Albeuve », et on se veut rassurant à propos de la qualité du suivi scolaire. Mais ces appels répétitifs, parfois teintés d'un argumentaire usé et passéiste, ne suffisent pas à améliorer la situation. La fréquentation reste trop faible.

Le Conseil de fondation essaie alors d'ouvrir officiellement l'établissement aux « cas sociaux », c'est-à-dire aux enfants pris en charge par les services sociaux ou placés par l'Office cantonal des mineurs. Mais cette mesure n'amène pas les effectifs escomptés, car une grande partie des enfants qui étaient placés en préventorium étaient déjà issus de milieux pauvres ou perturbés avant cette décision²⁴. Au Chalet des enfants de Pringy déjà, les enfants mal nourris, affaiblis, moins à même de résister à une possible infection côtoyaient ceux ayant fait l'objet d'une mesure de protection. Dès les années vingt, la prévention se voulait la plus large possible couvrant autant les détresses sanitaires que sociales, les deux allant souvent de pair. La Mutualité scolaire a toujours admis la prise en charge de ces cas²⁵.

« Du point de vue de la tuberculose, il n'est sûrement pas opportun de développer encore notre équipement hospitalier (sanatorium et préventorium). »

Idem, note 23.

²³ AEF, Dspa 1696, PV de la séance de la commission consultative constituée pour l'examen du problème d'un établissement pour enfants tuberculeux ou menacés de tuberculose, le 22 décembre 1955.

²⁴ AEF, Mutualité scolaire. Voir les différents rapports d'activités du préventorium.

²⁵ PERNET, Pascal : *Prière de ne pas cracher. La lutte contre la tuberculose dans le canton de Fribourg*. 2014.

Dans les années septante, pratiquement plus aucun enfant séjournant au préventorium ne correspond aux critères de la tuberculose. D'autres pistes sont donc explorées afin d'utiliser de manière plus rationnelle et complète les infrastructures à disposition. On songe notamment à développer une section de physiothérapie et de gymnastique curative sous le contrôle permanent de physiothérapeutes. Les projets de construction d'une piscine couverte utilisable toute l'année ainsi qu'une halle de gymnastique sont mis à l'étude. Ces infrastructures auraient pu également accueillir les pensionnaires du Rosaire et les habitants des Sciernes et de l'Intyamon²⁶.

Ces dernières réflexions se situent dans un contexte où les projets touristiques et sportifs sont nombreux aux Sciernes d'Albeuve. Des colonies de vacances comme celle des Écureuils de la paroisse de Romont, le Parcours Vita de l'Intyamon et une piste de ski de fond ont notamment vu le jour durant cette période. Un groupe d'intérêt mené par le syndic d'Albeuve et député Augustin Gurtner planchait même sur un projet de remontées mécaniques vers les Prés-d'Albeuve.

Un établissement face à l'évolution des mentalités

Le recul de la tuberculose est accompagné, dans les années soixante, par la réticence grandissante des parents face au placement de leurs enfants. Cette évolution de l'attitude parentale avait déjà été remarquée au Chalet des enfants de Pringy. Avec la construction moderne des Sciernes d'Albeuve et la mise en place d'une scolarisation systématique, le conseil de fondation espérait pouvoir convaincre les parents d'envoyer leurs enfants reprendre des forces dans les Préalpes gruériennes²⁷.

Cette prudence grandissante face aux placements d'enfants concerne toutes les institutions d'accueil dans les années septante: « Le Foyer bourgeoisial, les Buissonnets, Saint-Etienne, le Home Saint-François sont des institutions qui ont toutes tendance à être sous-occupées à cause du changement des mentalités, les enfants n'étant plus séparés de leurs parents²⁸. » Les parents sont de plus en plus attentifs aux conditions dans lesquelles les enfants sont accueillis. De nombreux courriers contenus dans les archives du préventorium, comme celui d'une maman fâchée de savoir que son enfant a été giflé, témoignent de ce phénomène. Le Conseil

²⁶ AEF, Mutualité scolaire. Voir les PV du conseil de fondation du préventorium.

²⁷ AEF, Mutualité scolaire 297. Rapport annuel sur le Préventorium de Pringy. 1959.

²⁸ AEF, PV de la séance du conseil de fondation du préventorium, le 22 décembre 1975.

de fondation est aussi très inquiet de la réaction des parents lorsque l'institutrice de la maison est, pendant une certaine période, absente pour cause de maladie : « Si les parents sont au courant de cela, ils ne mettront pas leurs enfants au préventorium²⁹. »

Dans ce sens, le Conseil de fondation, très attentif à la réputation de l'établissement, accepte très mal la venue en 1969 de la Radio suisse romande au préventorium sur initiative d'un membre du personnel. Selon les responsables de l'établissement, l'émission *Mademoiselle Dimanche* « a fait passer notre établissement pour une maison en manque de tout et dans laquelle les enfants seraient de petits malheureux ». Elle « a laissé une impression d'un pauvre orphelinat dépourvu de places de jeux, de jouets, où les enfants manquent de vêtements et du strict nécessaire ». Le Conseil de fondation déplore « qu'une famille de Neuchâtel, qui envisageait de placer ses deux enfants pour une cure au Préventorium des Sciernes, y a renoncé du fait qu'ils avaient entendu à la radio dire que cet établissement manquait de tout³⁰... »

Il est difficile de dire dans quelle mesure les structures et l'encadrement sociopédagogique répondaient aux besoins des enfants placés au préventorium. La lecture des rapports annuels de la Fondation du préventorium laisse entendre que les parents, eux, « de moins en moins prêts à se séparer de leurs enfants », ne s'y retrouvaient pas. Ne pouvant répondre aux nouvelles attentes des parents et ne correspondant plus à un véritable besoin sanitaire, l'établissement ferme ses portes en 1976 après onze années seulement d'activité. Il aura accueilli 1793 enfants.

Dans les années huitante et nonante, le bâtiment accueillera des camps de vacances et complétera les infrastructures cantonales d'accueil aux réfugiés. Les capitaux de la fondation, dissoute en 1996, seront affectés à un centre thérapeutique pour toxicomanes, pour les cliniques de pédopsychiatrie, l'association Respirer et la fondation Le Tremplin.

Le Préventorium pour enfants des Sciernes : un fiasco prévisible ?

L'histoire du préventorium des enfants paraît à première vue relever d'un cuisant fiasco. Dans les années cinquante, les leaders de la lutte contre la tuberculose sont

²⁹ AEF, Mutualité scolaire, PV de la séance du Conseil de fondation, le 9 mars 1972.

³⁰ AEF, PV de la séance du Conseil de fondation du préventorium, le 24 octobre 1969.

tout à fait conscients du net recul, voire de la disparition proche de la maladie. Pourquoi avoir opté, dans ces circonstances, pour la construction d'un nouveau bâtiment ?

D'une part, Le chalet des enfants de Pringy n'était plus en mesure de répondre aux standards d'un établissement moderne de soin. Il s'agissait de trouver une autre solution de placement pour les enfants qui s'y trouvaient. Dans ce contexte, les sœurs des Sciernes offraient une solution toute faite : elles proposaient de mettre trente lits à disposition dans leur établissement. Seulement, les experts de la Ligue contre la tuberculose ont estimé que cela était insuffisant : on pensait que le dépistage systématique grâce à la radiophotographie allait faire augmenter le nombre de cas. De plus, la vaccination au BCG entraînait des réactions (primo-infection) qui nécessitaient parfois un séjour de repos.

Camion radiophotographique de la Ligue fribourgeoise contre la tuberculose.



D'autre part, la notion extrêmement large de « menacé de tuberculose » permettait d'accueillir des enfants convalescents ou jugés faibles et fragiles. La Ligue fribourgeoise a donc plaidé pour 50 lits et une annexe au bâtiment exploité par les sœurs, ce qui permettait un droit de regard sur le fonctionnement de l'établissement.

En outre, les financements sont à disposition. Du côté de la Confédération, la loi fédérale sur la lutte antituberculose encore en vigueur donne accès à d'importantes subventions pour ce type d'établissements. À Fribourg, le Grand Conseil est, dans les années soixante, acquis à cette cause. Aussi, d'importants fonds privés trouvent en ce projet le moyen de réaliser ce pour quoi ils avaient été constitués.

Enfin, plus de soixante ans après les premiers plans de Sanatorium cantonal, certains ont peut-être vu l'occasion de concrétiser aux Sciernes un projet qui n'avait pas vu le jour et de s'inscrire dans l'héritage des pionniers de la lutte antituberculeuse à Fribourg. C'est en tout cas ce qui est exprimé à Paul Torche, conseiller d'Etat en charge de la Santé publique, en commission consultative: « En réalisant ce projet, vous ne feriez que donner suite à l'idée de votre prédécesseur M. Georges Python³¹. » Le préventorium aurait ainsi été une manière d'effacer le goût d'inachevé qu'avait laissé le projet jamais réalisé du Sanatorium des Lys.



Inauguration du Préventorium des
Sciernes d'Albeuve, juillet 1966
© Pierre Charrière Musée gruérien

³¹ AEF, Dspa 1696, PV de la séance de la commission consultative constituée pour l'examen du problème d'un établissement pour enfants tuberculeux ou menacés de tuberculose, le 28 juillet 1953.